

Le Venezuela approuve le rapport du rapporteur spécial des Nations unies sur les sanctions

Image not found or type unknown

Caracas, 15 septembre (RHC) Le ministre des Affaires Étrangères du Venezuela, Félix Plasencia, a approuvé aujourd'hui le rapport de la rapporteuse spéciale de l'ONU, Alena Douhan, sur l'impact des mesures coercitives des États-Unis contre le pays sud-américain.

Prenant la parole à la 48e session ordinaire du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, le ministre a souligné que l'experte indépendante a établi que ces mesures punitives prises par Washington constituent une violation flagrante du droit international.

Le ministre des Relations extérieures a souligné que depuis 2015, le Venezuela subit l'assaut d'une attaque multidimensionnelle financière, économique et patrimoniale, avec plus de 430 mesures coercitives mises en œuvre contre tout principe juridique d'immunité souveraine.

Plasencia a souligné que les prétendues sanctions constituent des crimes contre l'humanité contre le peuple vénézuélien; 'nous avons souffert et dénoncé en février 2020, lorsque nous avons demandé une enquête à la Cour pénale internationale', a-t-il déclaré.

Les conséquences de ces mesures se traduisent par une réduction de 99 % des recettes d'exportation du Venezuela, avec un impact négatif étendu à tous les domaines sociaux et économiques, notamment l'alimentation, la santé, le transport, l'éducation et la culture, a-t-il précisé.

Le ministre vénézuélien des Affaires Étrangères a souligné que lors de sa visite en février de cette année, la rapporteuse Alena Douhan a rempli en toute liberté et indépendance un vaste programme de rencontres avec les secteurs politique, social, institutionnel, académique et commercial, ce qui lui a permis de connaître la réalité du pays.

'Nous prenons note de ses conclusions, qui indiquent que ces mesures illégales sont des mesures internationales illégitimes qui portent atteinte au peuple vénézuélien, à ses droits économiques et sociaux et à son développement, et elles doivent être levées immédiatement', a-t-il souligné.

Le Ministre des affaires étrangères a également réaffirmé la volonté de Caracas de renforcer les relations de coopération avec le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Par ailleurs, Le Ministère Public Vénézuélien enquête sur Guaidó pour l'affaire Monómeros

Caracas, 15 septembre (RHC) Le Ministère Public Vénézuélien a ouvert aujourd'hui une enquête contre le leader de l'opposition Juan Guaidó dans l'affaire de la société Monómeros, propriété de l'État vénézuélien et située en Colombie, dont les actifs ont été bloqués.

L'enquête contre Guaidó inclura les crimes d'usurpation de fonctions, de trahison, de conspiration, de vol d'actifs et d'association des malfaiteurs, a déclaré le procureur général Tarek William Saab sur le réseau social Twitter.

Le gouvernement bolivarien a dénoncé la semaine dernière l'intervention, sur décision de la Surintendance des entreprises de ce pays d'Amérique du Sud, de Monómeros, propriété de Petroquímica de Venezuela (Pequiven) en Colombie.

Dans un communiqué, le gouvernement vénézuélien a décrit cette situation comme une agression flagrante de l'administration d'Iván Duque, "en collusion avec les mafias corrompues qui dirigent l'extrême droite (...) dirigée par Juan Guaidó", responsable du gel et de l'appropriation illégale d'actifs à l'étranger.

Il a également précisé que l'entreprise Monómeros est devenue, en 2006, la propriété exclusive de l'État vénézuélien, transformée en une organisation puissante et productive.

Le 23 janvier 2019, le député de l'époque Juan Guaidó s'est autoproclamé président en charge du Venezuela, un acte soutenu par l'administration américaine de Donald Trump qui a ouvert la porte au blocage de milliards de dollars vénézuéliens à l'étranger.

Outre la société pétrolière Citgo, située aux États-Unis, et les réserves d'or déposées à la Banque d'Angleterre, la société Monómeros est l'un des principaux actifs spoliés de l'État vénézuélien sous

l'autorité supposée du gouvernement provisoire.

Le gouvernement vénézuélien a rappelé que l'un des sujets fondamentaux à analyser lors du dialogue au Mexique avec la plateforme unitaire de l'opposition tourne autour de la récupération des ressources illégalement bloquées ou volées au pays.

Le gouvernement bolivarien a également exigé la restitution immédiate de la filiale Pequiven en Colombie et a annoncé l'ouverture d'une action en justice pour sauver cette importante entreprise.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/270342-le-venezuela-approuve-le-rapport-du-rapporteur-special-des-nations-unies-sur-les-sanctions>



Radio Habana Cuba